



UNOWAS Magazine

Ensemble pour la Paix

Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel



**Conférence Régionale sur les
changements climatiques, la paix et la
sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel**



UNOWAS/CNMC **20** ANS
YEARS

*20 ans d'engagement au service de la
démocratie, de la paix et de la prévention
des conflits*

A lire dans ce numéro



EDITO : UNOWAS, 20 ans d'engagement au service de la démocratie, de la paix et de la prévention des conflits



L'actualité de UNOWAS en bref



UNOWAS s'attaque aux effets néfastes du changement climatique sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel



Quand l'eau devient un luxe pour les populations rurales; une nouvelle ruée vers l'or à Agadez



Interview - Louise Aubin, Coordonnatrice Résidente et Coordonnatrice Humanitaire des Nations Unies pour le Niger



UNOWAS et la CEDEAO demandent le retour rapide à l'ordre constitutionnel en Guinée et au Burkina Faso



UNOWAS et UNOCA renforcent leur collaboration



Le Forum annuel des femmes pour la paix et la sécurité lance un Appel à l'Action pour une meilleure participation aux instances de décision



Mahamat Saleh ANNADIF

Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)

UNOWAS et la CNMC, 20 ans d'engagement au service de la démocratie, de la paix et de la prévention des conflits

Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, (UNOWAS), et la Commission Mixte Cameroun-Nigeria ont 20 ans !

Il y a 20 ans, grâce à l'engagement de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, le défunt Kofi Annan, et avec le soutien du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la Mission Politique Régionale Spéciale couvrant l'Afrique de l'Ouest, a vu le jour.

Connu sous l'acronyme UNOWA : Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, Il avait été inauguré en septembre 2002 à Dakar, au Sénégal où il continue de bénéficier de l'appui du gouvernement hôte.

Deux décennies après, UNOWA, devenu UNOWAS suite à la fusion avec le Bureau de l'Envoyé Spécial pour le Sahel (OSES), poursuit avec détermination et engagement sa mission qui lui a été confiée par le Conseil de



A travers la mise en œuvre de son mandat, UNOWAS est devenu un acteur majeur et un partenaire engagé aux côtés des pays dans leurs efforts de consolidation de la démocratie, de la paix et du développement.

Sécurité des Nations Unies : aider à prévenir les conflits et soutenir la consolidation de la démocratie et de la paix en Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Durant les deux décennies qui viennent de s'écouler, UNOWA/UNOWAS a construit une rela-

tion privilégiée avec les seize pays et les partenaires de la sous-région. A travers la mise en œuvre de son mandat, UNOWAS est devenu un acteur majeur et un partenaire engagé aux côtés des pays dans leurs efforts de consolidation de la démocratie, de la paix et du développement. C'est aussi un témoin tout aussi privilégié des évolutions et bouleversements que l'Afrique de l'Ouest a connu- et continue de connaître.

À l'occasion de ce vingtième anniversaire, je pense à l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, le défunt Kofi Annan, ainsi qu'à mes illustres prédécesseurs, à savoir : Ahmedou Ould Abdallah, le défunt General Lamine Cisse, Said Djinnit et Mohamed Ibn Chambas.

Cet anniversaire, coïncide également avec les 20 ans de la Commission Mixte Cameroun-Nigeria (CNMC), créée en novembre 2002, pour le suivi de la mise

en œuvre de l'Arrêt de la Cour Internationale de Justice (CIJ), rendu le 10 octobre 2002 sur le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigeria.



la CNMC œuvre sans relâche pour la consolidation de la paix, et le renforcement des liens fraternels entre le Cameroun et le Nigeria

Présidée par le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique et le Sahel, la CNMC œuvre sans relâche pour la consolidation de la paix, et le renforcement des liens fraternels entre le Cameroun et le Nigeria.

A ce jour, la CNMC a réussi à démarquer près de 2050 km sur un tracé de frontière es-

timée à 2100km. J'émet le vœu que la 34ème session de la CNMC qui se tiendra à Abuja, le mois d'août prochain, sera l'occasion pour les deux pays voisins et frères de trouver un compromis sur les derniers points de désaccord, ce qui donnerait un cachet historique à cet anniversaire.

Face aux défis aussi multiples que pernicieux, je demeure plus déterminé encore à continuer le travail à travers UNOWAS, en coordination avec les pays et les partenaires pour que l'Afrique de l'Ouest et le Sahel s'inscrivent dans une dynamique durable de paix et de prospérité.

Cette année, nous comptons célébrer ce vingtième anniversaire avec nos partenaires nationaux, régionaux et internationaux et en présence de mes prédécesseurs dont les noms sont désormais indissociables à la contribution majeure et diverse de ce bureau pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et le Sahel.

A lire dans ce numéro

[UNOWAS s'attaque aux effets néfastes du changement climatique sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)

[Quand l'eau devient un luxe pour les populations rurales; une nouvelle ruée vers l'or à Agadez](#)

[Interview - Louise Aubin, Coordinatrice Résidente et Coordinatrice Humanitaire des Nations Unies pour la République du Niger](#)

[UNOWAS et la CEDEAO demandent le retour rapide à l'ordre constitutionnel en Guinée et au Burkina Faso](#)

[UNOWAS et UNOCA renforcent leur collaboration pour mieux soutenir les pays en Afrique de l'Ouest et le Sahel](#)

[Le Forum annuel des femmes pour la paix et la sécurité lance un Appel à l'Action pour une meilleure participation aux instances de décision](#)

UNOWAS, promouvoir la paix et prévenir les conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Nous travaillons avec nos partenaires régionaux en faveur de la paix et la sécurité

Nous soutenons les pays dans la promotion et la protection des droits humains

Nous contribuons à la participation effective des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits

Nous soutenons la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel

Nous soutenons les pays dans leurs efforts à répondre aux multiples défis liés à la paix et à la sécurité

Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), une Mission politique spéciale régionale du Département des affaires politiques et de consolidation de la paix (DPPA) des Nations Unies.

Nous facilitons la mise en œuvre de la décision de la Cour Internationale de Justice sur le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigeria

Visite du Représentant Spécial ANNADIF en Sierra Leone



Le Représentant Spécial du Secrétaire General des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mahamat Saleh Annadif a effectué, du 31 mars au 1er avril 2022, une mission en Sierra Leone. Il a rencontré le président de la République Julius Maada Bio, l'ancien président et chef du principal parti d'opposition All People's Congress (APC), Ernest Bai Koroma, les membres du corps diplomatique et l'équipe de pays des Nations Unies. L'objectif de la mission était de poursuivre les discussions avec les autorités et le principal parti d'opposition et de favoriser un dialogue inclusif dans le cadre de la préparation des élections générales de juin 2023.

Actualisation du Manuel des bonnes pratiques pour la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest



UNOWAS et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont organisé les 10 et 11 mars 2022, à Saly, un séminaire pour la finalisation du manuel des bonnes pratiques pour la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest. Pendant deux jours, les participants à cette réunion technique ont revu le manuel, recommandé en avril 2018 par la réunion ministérielle de la CEDEAO. Avec la contribution des experts du Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité de la CEDEAO, du Département de l'agriculture et du développement rural de la CEDEAO, du CILSS, de l'UNOWAS et des agences spécialisées des Nations Unies basées à Dakar, le document a été finalisé et est actuellement soumis à l'approbation du leadership d'UNOWAS et de la CEDEAO.

UNOWAS et la CEDEAO s'accordent sur leurs activités conjointes pour 2022



UNOWAS et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont tenu, les 7 et 8 mars 2022 à Dakar, une réunion qui leur a permis d'évaluer l'état de la mise en œuvre du plan de travail conjoint 2021, d'identifier les domaines prioritaires et de définir les activités conjointes pour 2022. Elles ont, entre autres, convenu de développer une cartographie des initiatives sur la réforme du secteur de la sécurité dans la sous-région, et d'organiser un forum politique annuel de haut niveau sur le crime organisé. Dans le cadre de leur partenariat, UNOWAS et la CEDEAO ont développé un mécanisme qui leur permet de se réunir régulièrement pour discuter de leur collaboration sur les questions relatives à la paix et à la sécurité, et à la bonne gouvernance dans l'espace CEDEAO.

Les Nations Unies renforcent leur coordination pour mieux aider les Etats de l'Union du Fleuve Mano



Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), le Bureau des Nations Unies de Coordination du Développement (DCO) et les Coordonnateurs Résidents des Nations Unies des Etats-membres de l'Union du Fleuve Mano (UFM), ont tenu le 10 mars 2022, au Siège de l'UNOWAS, une réunion sur les défis communs à la paix, à la sécurité et au développement durable dans la sous-région du fleuve Mano. Les participants ont partagé des informations, des analyses et des points de vue sur divers sujets dont le trafic de drogue, le crime organisé, l'exploitation illégale des ressources, l'ethnicisation croissante de la politique, l'instrumentalisation du système judiciaire et l'utilisation du discours de haine dans les médias. Ils se sont engagés à renforcer leur coordination afin de mieux aider les Etats de l'UFM à faire face aux importantes menaces à la paix et à la sécurité régionales.

10 CHOSSES A SAVOIR SUR UNOWAS

- UNOWAS, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a été établi en 2002 en tant que mission politique spéciale régionale qui dépend du Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix (DPPA) des Nations Unies.
- UNOWAS est dirigé par M. Mahamat Saleh ANNADIF, Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et chef d'UNOWAS, et par Mme Giovania BIHA, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général.
- UNOWAS est mandaté par le Conseil de sécurité pour agir pour la résolution des crises et des conflits à travers un rôle actif dans la diplomatie préventive, les bons offices, et la médiation politique dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel.
- UNOWAS couvre 16 pays : Bénin, Burkina Faso, Cabo-Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone. Togo et (Tchad).
- UNOWAS travaille en étroite collaboration avec d'autres entités des Nations Unies et les partenaires régionaux et internationaux tels que la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union du fleuve Mano, la Commission du bassin du lac Tchad, la Commission du golfe de Guinée, le Groupe des Cinq pour le Sahel et l'Union Africaine, pour promouvoir une approche intégrée de la prévention des conflits et des défis régionaux.
- UNOWAS soutient les pays de la sous-région dans leurs efforts pour consolider la bonne gouvernance, le respect de la légalité et les droits de l'homme ,et l'intégration du genre dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits.
- UNOWAS soutient les institutions sous-régionales et les États à renforcer leurs capacités afin de faire face aux menaces transfrontalières et transversales qui pèsent sur la paix et la sécurité dans la sous-région. Il contribue également à l'analyse et l'évaluation de l'impact du changement climatique sur la sécurité et la stabilité dans la sous-région.
- UNOWAS participe à la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS) pour soutenir les pays de la région du Sahel dans leur lutte contre les menaces sécuritaires, les défis en matière de développement et la gestion des effets du changement climatique, et la promotion du développement durable.
- M. Mahamat Saleh ANNADIF est également le Président de la Commission mixte Cameroun-Nigéria (CMCN), créée pour faciliter la mise en œuvre de l'arrêt rendu en 2002 par la Cour internationale de justice (CIJ) sur le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigéria.
- Le mandat de la (CMCN) englobe l'appui à la démarcation de la frontière terrestre et à la délimitation de la frontière maritime ; la facilitation du retrait de la République fédérale du Nigéria et le transfert de l'autorité à la République du Cameroun ; la réponse aux besoins des populations touchées par la démarcation.

UNOWAS s'attaque aux effets néfastes du changement climatique sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel



Panelistes lors de la Conférence Régionale sur le changement climatique, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel

En réponse à la demande du Conseil de Sécurité des Nations Unies de prendre en considération l'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et le Sahel, UNOWAS a lancé une série d'initiatives, dont la conférence régionale sur les changements climatiques, la paix et la sécurité qui s'est tenue à Dakar les 6 et 7 avril.

Le changement climatique est devenu une préoccupation globale qui requiert une mobilisation et une réaction urgentes. Car les conséquences, néfastes, s'accroissent inexorablement et menacent la paix et la sécurité de millions de personnes qui deviennent de plus en plus vulnérables compte tenu de la vitesse du changement climatique, et le manque de moyens des gouvernements de la sous-région pour y faire face.

De plus en plus préoccupé par cette question, le Conseil de sécurité a demandé en janvier 2020 à l'UNOWAS de « prendre en considération les conséquences néfastes du changement climatique, de la précarité énergétique, des changements écologiques et des catastrophes naturelles, entre autres facteurs, notamment en aidant les gouvernements de la région et le système des Nations Unies à entreprendre des évalu-

ations des stratégies de gestion des risques liées à ces facteurs ».

En effet, ces dernières années l'Afrique de l'Ouest et le Sahel a connu des chocs climatiques sans précédent. Les vagues de chaleur, les sécheresses, les tempêtes de poussière et les inondations sont devenues plus fréquentes et les précipitations plus irrégulières affectant une région où 60 à 70 pour cent de la population dépend de l'agricul-



Participants en plénière lors de la Conférence Régionale sur le changement climatique, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel



Le changement climatique est devenu une préoccupation globale qui requiert une mobilisation et une réaction urgentes.

ture pluviale et de l'élevage pour survivre. Selon le Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), les rendements agricoles au Sahel pourraient diminuer jusqu'à 50% d'ici 2050, et provoqueraient ainsi une forte migration vers les régions côtières. Des tensions et des conflits récurrents entre agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, travailleurs forestiers, mineurs et d'autres groupes

pour avoir accès aux ressources naturelles rares, sont devenus une grande source d'inquiétude.

Le changement climatique a accentué une situation déjà complexe de pauvreté, d'instabilité, de déplacement de population et de faible gouvernance des ressources, et a rendu les conditions de vie encore plus difficiles dans les endroits déjà touchés par l'insécurité et les changements climatiques extrêmes, notamment là où des groupes terroristes manipulent les rivalités locales sur les ressources naturelles en dressant les communautés les unes contre les autres.

Approche régionale de prévention des conflits et de consolidation de la paix

Face à ce constat, les populations se sont adaptées aux conditions climatiques défavorables en renforçant leurs pratiques traditionnelles. Au niveau national, les

membres de la CEDEAO se sont engagés en faveur de l'Accord de Paris par le biais de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN). Bon nombre d'entre eux travaillent également à la finalisation des plans d'action nationaux sur les changements climatique (PAN). De multiples initiatives régionales ont aussi vu le jour pour promouvoir l'adaptation au changement climatique, telle que la Grande Muraille Verte, qui est une initiative panafricaine lancée en 2007 pour restaurer un espace de 8000 km de paysage dégradé qui s'étend sur le Sahel.

Afin d'apporter une contribution concrète au traitement de la question du changement climatique et son impact sur la paix et la sécurité, UNOWAS s'est engagé dans un important effort de collaboration avec le système des Nations Unies, la CEDEAO, les agences gouvernementales, et la société civile. Des initiatives



Participants à la Conférence Régionale sur le changement climatique, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel

significatives ont été prises dans ce sens, comme la création d'un groupe de travail CEDEAO-UNOWAS sur le changement climatique et la sécurité ; la création d'un Groupe de travail régional des Nations Unies sur les changements climatiques, la sécurité, l'environnement et le développement, en collaboration avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ; des évaluations des risques pour la sécurité climatique en collaboration avec le système des Nations Unies, la CEDEAO, les agences gouvernementales et le Groupe de travail sur les femmes, la jeunesse, la paix et la sécurité- dans cinq pays pilotes de la région : Liberia, Mauritanie, Niger, Nigéria et Sénégal. En 2022-2023, UNOWAS et la CEDEAO prévoient de faire d'autres évaluations

des risques dans les autres États membres de la CEDEAO.



Ces efforts sont indispensables, car ils reflètent l'importance d'une approche intégrée pour lutter contre l'impact néfaste du changement climatique dans la sous-région

Ces efforts sont indispensables, car ils reflètent l'importance d'une approche intégrée pour lutter contre l'impact néfaste du changement climatique dans la sous-région, à travers la prise en compte de plusieurs secteurs d'expertise, et une coordination

entre les différents acteurs aux niveaux local, national, régional et international, et ce dans une approche régionale de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Appel à l'Action

Dans ce même esprit, UNOWAS avec l'Irlande, la République du Ghana, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et en collaboration avec les États membres de la CEDEAO et le système des Nations Unies, ont organisé les 6 et 7 avril 2022, une Conférence Régionale sur les Changements Climatiques, la Paix et la Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Cette conférence régionale, première du genre qu'UNOWAS organise, avait pour objectif de définir de manière concrète les conséquences néfastes du changement climatique, de

la précarité énergétique, des changements écologiques et des catastrophes naturelles sur la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest et au Sahel ; de faire le point sur les efforts actuels aux niveaux local, national et régional pour faire face aux risques sur la sécurité climatique ; et d'identifier les options pour renforcer les réponses actuelles aux risques liés à la sécurité climatique du point de vue de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix.

Une centaine de participants, notamment des chercheurs, des experts, des représentants de la société civile et des gouvernements des pays de la sous-région, le système des Nations Unies, ainsi que des partenaires régionaux et internationaux, ont pris part à cette rencontre.

A travers différentes sessions, les participants ont abordé une série de questions et de thèmes liés à l'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité au niveau local, national, et régional. Ils ont souligné la nécessité de prendre des mesures urgentes et concrètes, notamment le renforcement de la coordination entre les différents partenaires, et la mobilisation de tous les acteurs, notamment les femmes et les jeunes pour freiner les effets néfastes du changement climatique sur la sécurité et la paix en Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Les partenaires présents à cette conférence, M. Amadou Lamine GUISSÉ, Secrétaire général du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable du Sénégal ; M. Kenneth THOMPSON, Envoyé spécial

pour l'Irlande pour l'Afrique francophone et le Sahel ; Ambassadeur Kwabena Osei DANQUAH, Conseiller spécial du Ministre des Affaires étrangères et de l'intégration régionale du Ghana ; Général Francis A. BEHANZIN, Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de la CEDEAO ; Mme Inger ANDERSEN, Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) qui a délivré un message vidéo ; et M. Mahamat Saleh AN-NADIF, Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, ont tous souligné l'importance d'agir ensemble pour mieux soutenir les efforts des pays de la sous-région face à un défi qui ne connaît pas de frontière géographique.



Ils ont souligné la nécessité de prendre des mesures urgentes et concrètes, notamment le renforcement de la coordination entre les différents partenaires, et la mobilisation de tous les acteurs, notamment les femmes et les jeunes pour freiner les effets néfastes du changement climatique

La conférence régionale sur les changements climatiques, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel a achevé ses travaux par un Appel à l'Action à l'attention des gouvernements de la sous-région, les organisations régionales et internationales, le système des Nations Unies, et les différents partenaires. UNOWAS avec ses partenaires, et les participants ont unanimement exprimé leur soutien à l'Appel à l'Action, et se sont engagés à poursuivre leurs efforts pour aider les pays de l'Afrique de l'Ouest et le Sahel à faire face aux effets néfastes du changement climatique sur la paix et la sécurité.

A lire dans ce numéro

[UNOWAS et la CNMC, 20 ans d'engagement au service de la démocratie, de la paix et de la prévention des conflits](#)

[Quand l'eau devient un luxe pour les populations rurales; une nouvelle ruée vers l'or à Agadez](#)

[Interview - Louise Aubin
Coordonnatrice Résidente et
Coordonnatrice Humanitaire des
Nations Unies pour la République
du Niger](#)

[UNOWAS et la CEDEAO
demandent le retour rapide à
l'ordre constitutionnel en Guinée
et au Burkina Faso](#)

[UNOWAS et UNOCA renforcent
leur collaboration pour mieux
soutenir les pays en Afrique de
l'Ouest et le Sahel](#)

[Le Forum annuel des femmes
pour la paix et la sécurité lance
un Appel à l'Action pour une
meilleure participation aux
instances de décision](#)

Appel à l'Action



Conférence Régionale sur le changement climatique, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Nous, participants et représentants des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à la Conférence régionale sur le changement climatique, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, organisée les 6 et 7 avril 2022 à Dakar, Sénégal par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et au Sahel (UNOWAS), le gouvernement de l'Irlande, la République du Ghana, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en collaboration avec les États membres de la CEDEAO et le système des Nations Unies ; Ayant examiné les effets néfastes du changement climatique sur la paix et de la sécurité dans la sous-région, y compris l'impact de l'augmentation des températures, ainsi que la fréquence et l'intensité des sécheresses et des inondations, la désertification, la perte de biodiversité et l'élévation du niveau de la mer sur les populations qui dépendent principalement de l'agriculture pluviale et de l'élevage pour garantir leurs moyens de subsistance ;

Et compte tenu des risques associés à la compétition accrue pour l'accès à l'eau et aux terres, notamment les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs, dans un contexte sécuritaire volatile, marqué par la migration et les déplacements forcés, le recrutement des jeunes au sein des groupes armés la pression démographique, le manque

d'opportunités économiques, et la faible gouvernance des ressources naturelles.

Analyse et élaboration de politiques publiques inclusives fondées sur les faits

1. APPELONS le système des Nations Unies, y compris UNOWAS en coordination avec les équipes pays des Nations Unies, le Mécanisme de Sécurité Climatique des Nations Unies (CSM), ainsi que la CEDEAO à continuer de travailler avec différents partenaires régionaux et nationaux pour soutenir les gouvernements de la région à mener des évaluations des risques sécuritaires liés au changement climatique, à mettre en œuvre des stratégies de gestion des risques visant à lutter contre les effets néfastes du changement climatique, de la pauvreté énergétique, de la dégradation environnementale, et des catastrophes naturelles sur la paix et la sécurité dans la sous-région, à renforcer les capacités, à documenter les bonnes pratiques, et à promouvoir des approches intégrées qui favorisent des synergies entre l'action climatique et le maintien de la paix, telles les systèmes agro-sylvo-pastoraux.

2. APPELONS les gouvernements de la sous-région à prendre des mesures efficaces pour intégrer la prévention, la réso-

lution des conflits, la consolidation de la paix, la réduction et la gestion des risques de catastrophes dans les Contributions Nationales Déterminées, les Plans Nationaux d'Adaptation au changement climatique et dans l'ensemble des politiques, plans et cadres pertinents pour renforcer la résilience, en garantissant l'inclusion et la participation significative des femmes, des adolescents, des jeunes, des organisations de la société civile, des décideurs politiques locaux, des communautés locales et des groupes vulnérables dont les voix et la participation sont essentiels afin d'élaborer des politiques publiques efficaces, tout en tenant compte des contextes locaux.

3. APPELONS les organisations régionales et sous-régionales, les gouvernements de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, le système des Nations Unies, la société civile et le secteur privé de s'assurer que l'analyse et l'élaboration des politiques publiques ciblant les risques sécuritaires liés au changement climatique s'appuient sur les faits, y compris les connaissances et les cultures traditionnelles, les perceptions et pratiques locales, et impliquent les communautés concernées, à tous les niveaux.

Partenariats et collaboration intégrés

4. APPELONS les organisations régionales et sous-régionales, les gouvernements de l'Afrique de l'Ouest et au Sahel, le système des Nations Unies, les banques multilatérales de développement, les institutions financières internationales, la société civile, et le secteur privé à contribuer au renforcement de la collaboration et à l'élargissement des partenariats, à tous les niveaux ; à harmoniser les politiques publiques, les mécanismes financiers, les instruments, les stratégies et les plans d'action existants ; et à combiner efficacement l'expertise politique et technique afin de réduire les vulnérabilités et les inégalités et de renforcer la résilience des États et des communautés, en particulier des plus vulnérables aux risques sécuritaires liés au changement climatique.

5. APPELONS les organisations régionales et sous-régionales, aux gouvernements de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, au système des Nations Unies, aux banques multilatérales de développement, aux institutions financières, à la société civile, et au secteur privé d'assurer la participation pleine, égale et significative des femmes, des jeunes, des migrants et des groupes vulnérables dans tous les efforts visant à faire face aux risques sécuritaires liés au changement climatique et de tirer parti de leur capacité à agir en tant qu'agents de changement positif et en tant que sources de solutions innovantes, utilisant des approches qui renforcent la résilience et la cohésion sociale.

6. APPELONS le système des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité, à promouvoir des

approches intégrées pour faire face aux risques sécuritaires liés au changement climatique en Afrique de l'Ouest et au Sahel, notamment en renforçant le Groupe de Travail Régional des Nations Unies sur le Changement Climatique, la Sécurité, l'Environnement et le Développement en Afrique de l'Ouest (UN-CCSED), le Réseau Régional des Nations Unies pour la Migration, le Groupe de Travail Résilience et Énergie de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) et en soutenant les activités du Mécanisme de Sécurité Climatique (CSM) dans la sous-région.

Financement de la lutte contre le changement climatique pour soutenir la paix

7. APPELONS les partenaires du développement à accroître le financement pour lutter contre le changement climatique, conformément aux engagements pris dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de l'Accord de Paris de 2015 à parvenir à un équilibre entre l'adaptation et l'atténuation, tel que souligné lors de la 26e session de la Conférence des Parties (COP26) à Glasgow.

8. APPELONS les banques multilatérales et les agences de développement ainsi que les institutions financières internationales à améliorer l'accès au financement climat des communautés souffrant en première ligne des effets du changement climatique, y compris celles vivant dans des contextes fragiles ou touchés par des conflits, notamment en renforçant la conception, la mise en œuvre et le

suivi des mécanismes de gestion des risques, et en tenant compte des conflits et de l'égalité entre les sexes.

9. APPELONS les gouvernements de l'Afrique de l'Ouest et au Sahel d'assurer une distribution juste et équilibrée du financement climat, spécialement des solutions fondées sur la nature y compris auprès des initiatives et programmes dirigés par des femmes et des jeunes, en prenant en compte les considérations liées à la mobilité, et d'exploiter les bénéfices de l'action climatique et de la consolidation de la paix, à travers des stratégies promouvant l'autonomisation économique des femmes, les activités génératrices de revenus pour les jeunes, et l'intégration socio-économique des migrants et des autres groupes vulnérables et marginalisés.

Suivi de la mise en œuvre de l'appel à l'action

10. APPELONS le Secrétariat du Groupe de Travail des Nations Unies sur le Changement Climatique, la Sécurité, l'Environnement et le Développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel (UN-CCSED) d'assurer le suivi de la mise en œuvre de cet Appel à l'Action, en collaboration avec le système des Nations Unies, y compris le Mécanisme de Sécurité Climatique (CSM), ainsi qu'avec la CEDEAO et les autres partenaires, notamment au cours de la 27e session de la Conférence des Parties (COP27), qui se tiendra à Sharm El-Sheikh en Egypte en novembre 2022.

Adopté à Dakar le 7 avril 2022



Des femmes vont chercher de l'eau. Photo : OIM

Quand l'eau devient un luxe pour les populations rurales; une nouvelle ruée vers l'or à Agadez

“Quinze kilomètres représentaient la distance à parcourir pour aller chercher de l'eau dans un village voisin. Pendant la saison sèche, nous devions en parcourir trente. Les femmes et les enfants passaient la majeure partie de leur journée à chercher de l'eau. C'était notre combat quotidien pour avoir de l'eau potable”, raconte Adoum Alhousseini, chef du village pastoral de Tagaza, dans la commune de Tchirozérine, à 120 kilomètres au nord de la ville d'Agadez au Niger.

Située au cœur du Sahara, la région d'Agadez, dans le nord du

Niger, qui s'étend sur plus de 667 000 kilomètres carrés, est la plus vaste du pays.

Selon la Banque Mondiale, les températures au Sahel augmentent 1,5 fois plus vite que dans le reste du monde. Au Niger, les experts prévoient une hausse des températures de trois à six degrés d'ici 2100.

Les populations rurales sont les plus touchées par le changement climatique et la dégradation des terres. À Agadez, une région déjà aride, l'eau est devenue un luxe pour de nombreuses commu-

nautés des zones rurales. Selon une nouvelle étude de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la ressource naturelle la plus affectée par le changement climatique à Agadez est l'eau.

Dans le village isolé de Tagaza, l'accès aux services publics de base, dont l'eau potable, est très limité.

“Notre nappe phréatique est très profonde, elle est située sous une couche de roche, ce qui rend l'accès à cette eau presque impossible”, déclare Alhousseini.

À Tagaza, deux forages étaient utilisés pour fournir de l'eau potable au village et aux communautés voisines, y compris à leur bétail. Cependant, les points d'eau ont cessé de fonctionner au fil du temps suite à des pannes répétées. Les populations ont été contraintes de chercher de l'eau dans les villages voisins.

“Nous n'avions pas assez d'argent pour créer un nouveau forage, ni réparer ceux qui ne marchaient plus, nous devons donc parcourir des dizaines de kilomètres à dos d'âne pour aller chercher de l'eau, parfois pour découvrir des puits asséchés”, ajoute Alhousseini.

En plus de dizaines de kilomètres à parcourir, les communautés puisaient une eau qui était impropre à la consommation.

“Il nous fallait en moyenne trois heures pour atteindre un puits, et ce, une fois tous les deux jours. L'eau était sale, et mes enfants tombaient si souvent malades qu'ils manquaient de

nombreux jours d'école”, a déclaré Tata Ibrahim, une femme de la communauté.

Les tensions autour de l'eau ont presque conduit à des conflits entre les communautés et les propriétaires de bétail à Tagaza. L'étude de l'OIM montre également que dans la région d'Agadez, le manque d'accès à l'eau potable est une des principales sources de conflits.

Eviter des conflits

“En tant que chef du village, je devais souvent intervenir pour éviter des conflits. Il y avait toujours des disputes entre les villageois, notamment avec les éleveurs qui nourrissaient leur bétail. Pendant la saison sèche (de mars à mai), le bétail mourait à cause du manque d'eau, et la production de lait de vache ou de chamelle diminuait considérablement. Ce sont des pertes énormes pour nos communautés”, ajoute Alhousseini.

Pour survivre à la saison sèche,

les communautés ont priorisé leur consommation d'eau potable, négligeant les autres usages de l'eau.

“Les gens du village manquaient même d'hygiène personnelle. On n'avait pas assez d'eau pour donner à boire à nos enfants, alors comment l'utiliser pour se doucher ?”, raconte Moumouna. En janvier 2022, à la demande des communautés via le maire de Tchirozerine, l'OIM, à travers son programme de stabilisation communautaire à Agadez, a réhabilité les forages de Tagaza. Aujourd'hui, 29 villages de la commune de Tchirozérine s'approvisionnent en eau à partir de ces forages, ce qui représente plus de 8 000 personnes au total. Lorsqu'on lui demande comment les communautés ont vécu la rénovation des forages, Alhousseini répond : “C'est comme une personne handicapée qui retrouve ses jambes et réapprend à marcher”.



Le réservoir des forages. Photo : OIM



Hadijita va chercher de l'eau dans un village voisin. Photo : OIM

A lire dans ce numéro

[UNOWAS et la CNMC, 20 ans d'engagement au service de la démocratie, de la paix et de la prévention des conflits](#)

[UNOWAS s'attaque aux effets néfastes du changement climatique sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)

[Interview - Louise Aubin
Coordonnatrice Résidente et
Coordonnatrice Humanitaire des
Nations Unies pour la République
du Niger](#)

[UNOWAS et la CEDEAO
demandent le retour rapide à
l'ordre constitutionnel en Guinée
et au Burkina Faso](#)

[UNOWAS et UNOCA renforcent
leur collaboration pour mieux
soutenir les pays en Afrique de
l'Ouest et le Sahel](#)

[Le Forum annuel des femmes
pour la paix et la sécurité lance
un Appel à l'Action pour une
meilleure participation aux
instances de décision](#)

La réhabilitation des puits de forage a également stimulé l'économie de Tagaza et contribué à l'autonomisation des femmes.

“Avant, nous passions toute la journée à aller chercher de l'eau, mais maintenant nous avons le temps de travailler. Nous pouvons générer des revenus, en transformant le lait en fromage, en faisant de la couture ou même du maraîchage, une activité que nous n'aurions jamais pu imaginer faire avant”, explique Ghissa Hadjijata, une femme de la communauté.

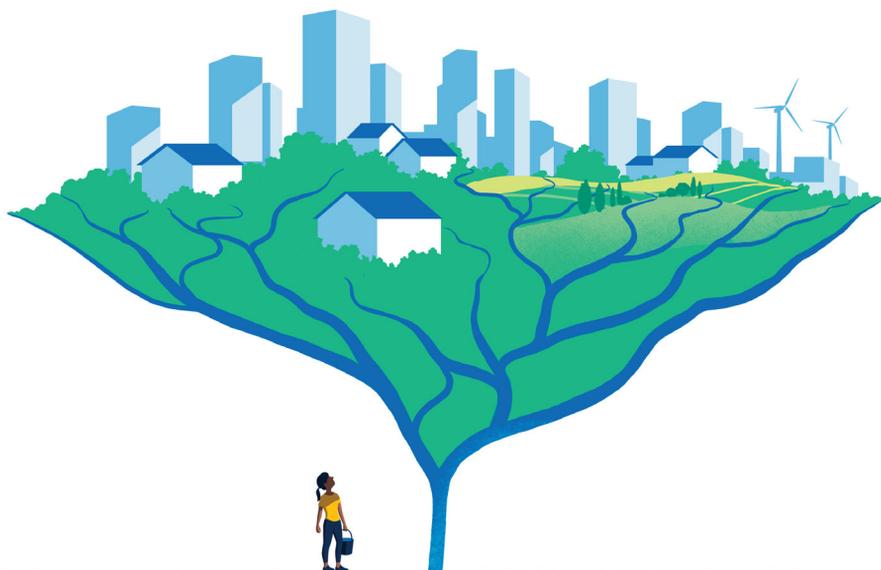
“Tagaza est devenu un véritable carrefour puisque nous fournissons de l'eau aux villages environnants. C'est désormais un lieu où des centaines de personnes et d'animaux passent chaque jour, offrant ainsi une grande opportunité de commerce aux habitants”, explique Alhousseini. “Nos vies ont complètement changé”, conclut-il.

Ces témoignages matérialisent les alertes liées à l'impact du changement climatique sur la dégradation des terres dans les communautés rurales. Les programmes de stabilisation communautaire de l'OIM, financés par le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne (FFUE), le Fonds de consolidation de la paix des Nations unies (UN PBF) et l'Agence française de développement (AFD), ont réhabilité ou construit cinq forages dans différentes zones de la région d'Agadez entre juillet 2021 et janvier 2022. Ces forages ont permis à plus de 14 000 personnes d'accéder à l'eau potable.

Article préparé par le bureau de l'OIM Niger.

EAUX SOUTERRAINES

Rendre visible l'invisible



**Mettre à profit l'immense potentiel des eaux souterraines
dès à présent et protéger cette ressource pour l'avenir**

fr.unesco.org/wwap





Mme Louise Aubin

Coordonnatrice Résidente et Coordinatrice Humanitaire des Nations Unies pour la République du Niger

« Le Niger progresse sur quasiment tous les fronts, et cela malgré l'ampleur du défi sécuritaire et la gestion de la pandémie de la covid-19. »

Depuis janvier 2021, Mme Louise Aubin assume les fonctions de Coordinatrice Résidente et Coordinatrice Humanitaire des Nations Unies au Niger. Un rôle exigeant dans un pays qui fait face à plusieurs défis, Interview.

Après avoir occupé plusieurs fonctions au sein des Nations Unies, vous assumez depuis janvier 2021 la position de Coordinatrice Résidente et Coordinatrice Humanitaire au Niger. Que pouvez-vous nous dire sur ce pays ?

Au cours des dernières années, le Niger progresse sur quasiment tous les fronts, et cela malgré l'ampleur du défi sécuritaire et la gestion de la pandémie de la covid-19.

L'approfondissement de la démocratisation au travers l'organisation d'élections jugées transparentes par les observateurs locaux et internationaux

a permis le premier passage de témoin entre deux présidents élus. Et si une partie de l'opposition conteste toujours les résultats, ayant introduit un recours auprès de la Cour de justice de la CEDEAO, j'ai bon espoir que le dialogue politique avance, notamment avec la nomination fin février du chef de file de l'opposition, une première depuis l'introduction de ce statut dans la constitution du Niger.

En matière de gouvernance, des progrès significatifs ont été enregistrés et la Haute Autorité pour la Lutte contre la Corruption et Infractions Assimilées (HALCIA) a été renforcée. Plusieurs rapports de cette institu-

tion et de la Cour des comptes ont relevé des irrégularité et disfonctionnements. Au cours de l'année 2021, ce ne sont pas moins de 185 plaintes qui ont été enregistrées par la HALCIA et quelques 11 milliards de francs ont été récupérés. C'est une manne conséquente pour un pays à revenus limités. Reste alors à la Justice de prendre des sanctions exemplaires afin de s'assurer que l'ensemble des ressources du Niger participe à répondre aux besoins des populations.

Sur le plan agricole, la production locale s'est fortement développée en bénéficiant des programmes nationaux, le prin-



Au cours des dernières années, les programmes et fonds des Nations Unies ont pu valablement contribuer à améliorer l'accès à l'éducation, l'accès aux soins, et contribuer à la promotion des droits humains.

cial étant l'Initiative des Nigériens Nourrissent les Nigériens (connu sous le sigle I3N), ainsi que les projets des partenaires pour récupérer des terres arables. Au Niger, 80% de la population dépend de l'agriculture mais le faible niveau de transformation fait que ce secteur ne représente que 40% du Produit Intérieur Brut. Il faut souligner que les changements climatiques constituent une menace sérieuse et en l'absence de recours à l'irrigation mécanisée, les producteurs s'exposent à une perte de leurs récoltes. Cette année, la situation que nous vivons est gravissime : le 15 février, le Gouvernement et les Nations Unies ont lancé conjointement le Plan de Soutien et le Plan de Réponse Humanitaire pour venir en aide à plus de 3,5 millions de personnes dont 2,5 en proie à une insécurité alimentaire sévère. La faible pluviométrie en 2021 combinée à l'insécurité dans les zones de production agricole explique ce tableau. La solution sur le moyen terme passe par l'exploitation des riches nappes

phréatiques renouvelables réparties sur tout le territoire Nigérien, y compris dans la zone septentrionale, à tort considérée comme ayant un faible potentiel agricole.

Les dynamiques transfrontalières représentent des épées à double tranchant. La plupart des attaques se produisent dans ces zones ; aussi, les frontières sont vitales pour le Niger en tant que pays enclavé. C'est pourquoi l'équipe-pays des Nations Unies ainsi que l'ensemble des partenaires du Niger soutiennent ces vastes zones par le biais du Fonds pour la Consolidation de la Paix, de projets de stabilisation, et au moyen d'aide humanitaire pour couvrir en priorité les besoins des personnes déplacées et des communautés résidant dans les zones affectées par l'insécurité.

Sur ce point, le Niger renforce sa position de centre régional pour la sécurité dans le Sahel. Une ambitieuse stratégie nationale de défense projetée de porter le nombre de forces de défense et de sécurité de 30,000 en 2021 à 50,000 à l'horizon 2025. La formation et le partenariat joueront un rôle central dans cette stratégie. Ainsi, le G5 Sahel stationne certains de ses bataillons sur les frontières ouest et est du Niger, et un processus de consultation de l'Assemblée Nationale permettra de statuer sur le transfert de certaines troupes de la France et la Force européenne Takuba vers le Niger.

Mais au-delà des éléments que vous venez de citer, cela fait 62 ans que le système des Nations Unies est présent aux côtés des Nigériens. Quelle évalua-

tion pouvez-vous faire du rôle des Nations Unies au Niger ?

Le Niger n'a pas encore exprimé son plein potentiel. En 1960, les programmes qui étaient envisagés, autant par les autorités d'alors que par leurs partenaires, visaient à répondre aux besoins identifiés d'une population atteignant à peine plus de 3,4 millions. En 2022, un recensement national confirmera sans doute le dépassement de la barre des 24 millions. Si l'effort effectué par les partenaires s'est accru, il n'en demeure pas moins que la population s'est entretemps multipliée par 7, exigeant que nous repensions les leviers d'un développement inclusif et urgent au Niger.

Le développement est donc une affaire particulièrement complexe dont la première responsabilité revient aux états qui définissent dans leur plan de développement les priorités sur lesquels les partenaires s'alignent. Ces priorités sont généralement humanitaires, de développement et sécuritaires comme nous venons de le discuter relativement aux progrès enregistrés en 2021.

Au cours des dernières années, les programmes et fonds des Nations Unies ont pu valablement contribuer à améliorer l'accès à l'éducation, l'accès aux soins, et contribuer à la promotion des droits humains. Si je devais être plus précise, je citerais quelques victoires notamment l'accompagnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante pour délivrer des pièces d'identité à plus de 5 millions de Nigériens leur permettant d'exercer leur droit de vote



Mme Aubin lors d'une mission à Maradi avec des jeunes filles encadrées par l'Initiative Spotlight Niger.

lors des dernières élections ; en appuyant les autorités sanitaires pour l'éradication totale du ver de Guinée et pour vacciner 81% des enfants de moins de cinq ans contre la poliomyélite ; en luttant contre le mariage des enfants et les violences basées sur le genre ; et renforçant les capacités de milliers de jeunes et de femmes pour leur permettre de mener une vie décente ; en accompagnant la mise-en-œuvre par le Niger d'un cadre juridique pour la protection et les solutions pour les personnes déplacées et les réfugiés sur son territoire.

Pour mieux répondre à la complexité du développement au Niger, le Secrétaire Général des Nations Unies avait identifié le Niger comme l'un de sept pays prioritaires pour la mise en œuvre d'une « nouvelle façon de travailler ». Un Haut Comité Tripartite a été mis en place avec le gouvernement pour faire avancer la collaboration huma-

nitaire-développement tout en œuvrant sur les questions de sécurité qui constituent le plus grand frein à l'atteinte des Objectifs de développement durable. Un consensus s'est construit autour de résultats collectifs d'ampleur, notamment la réduction de la pauvreté, l'accès aux services sociaux de base et le renforcement de la sécurité pour les populations du Niger. La pandémie de la Covid-19 a ralenti nos travaux, cependant le développement du Plan de Réponse Humanitaire (HRP) et le processus d'élaboration du nouveau cadre de coopération des Nations Unies au Niger fournissent une occasion unique de relancer et d'institutionnaliser cette approche et arriver à plus de résultats transformationnels dans le quotidien de tous les nigériens.

Le contexte politique et sécuritaire au Sahel semble être un défi permanent. Comment

jugez-vous le partenariat avec les autorités du Niger pour faire face aux divers défis ?

Le Niger est un acteur important dans la lutte contre les groupes extrémistes violents. Dans le cadre du renforcement de la sécurité, plusieurs actions majeures ont été mises en œuvre par le gouvernement dont l'augmentation du budget de défense et de sécurité à 14% du budget national, l'adoption d'une loi définissant le cadre de la répression juridique et institutionnelle du terrorisme et des activités connexes, la création d'un Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité (CNESS) et le renforcement de la coopération sous-régionale et internationale à travers le G5 Sahel et l'EUCAP Sahel.

L'Allemagne, la Belgique, le Canada, les États-Unis, la France, et l'Italie ont une présence militaire au Niger. En juin 2019, le Niger et

les Émirats arabes unis ont ratifié un accord concernant l'installation d'une base militaire dans la région d'Agadez à 800 km des frontières algériennes. En 2018 a été inauguré un important site de la base aérienne américaine, qui sera opérationnelle en 2024.

Le Niger est membre de la force conjointe du G5 Sahel, qui comprend également le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie et le Tchad. Le G5 Sahel mène des opérations militaires le long des frontières des États membres du G5 Sahel avec des opérations dans la région frontalière Mali-Burkina Faso-Niger.

Le Niger est aussi membre de la force multinationale conjointe qui luttent contre l'insécurité aux frontières du sud-ouest du pays causée par des groupes tels Boko Haram et l'ISWAP. La Commission du bassin du lac Tchad permet au Niger, avec le Nigeria, le Cameroun et le Tchad, de se concentrer sur la stabilisation, la consolidation de la paix et le développement durable dans cette région trouble. En 2019, les donateurs d'un Fond pour la stabilisation se sont engagés à verser environ 60 millions de dollars américains en soutien à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour la stabilisation, le redressement et la résilience des zones touchées par Boko Haram.

Et il faut rappeler que depuis juin 2017, la France, l'Allemagne, l'Union européenne, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le PNUD ont lancé l'Alliance Sahel pour améliorer l'efficacité de l'aide au développement et contribuer à répondre aux défis auxquels sont confrontés les pays membres du

G5 Sahel. L'Alliance regroupe désormais 25 pays et organisations internationales et 11 membres observateurs et de fait, elle participe à une action coordonnée des principaux partenaires du développement dans la région.

Pour cette année, quelles sont les priorités des Nations Unies ?

Les priorités des Nations Unies font écho à celles récemment définies par les autorités du Niger. Pour commencer, nous partageons une même analyse des causes profondes participant aux inégalités que connaissent les populations du Niger, à savoir : l'éducation, la santé, l'emploi, l'accès à la terre, le mariage des enfants, la participation des jeunes à la vie publique, le changement climatique, le déplacement de la population, et la pandémie de la Covid-19. Il faut rappeler qu'en 2020, la Banque Mondiale avait estimé le niveau d'extrême pauvreté à 42,9% de la population du pays et selon le rapport sur l'Indice de développement humain publié en 2020 par le PNUD, le Niger avait été classé 189ème sur 189 pays classés.

Ces données orientent les interventions des Nations Unies qui ciblent en priorité les groupes de populations cumulant plusieurs inégalités afin de ne laisser personne pour compte, et qui ambitionnent de i) consolider la gouvernance politique, économique, administrative, judiciaire et de la paix ; la diversification et la transformation structurelle de l'économie pour une croissance plus inclusive et résiliente et une réduction des inégalités de genre ; ii) renforcer les capacités du capital humain ; et iii) soutenir le

développement du monde rural et l'action climatique dans des zones ciblées à travers l'amélioration des moyens d'existence, la réduction de la pauvreté et l'affermissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la mise en place des mécanismes de prévention et de gestion des risques de catastrophes à base nationale et communautaire ainsi que le renforcement de leur résilience.

De concert avec toutes les parties prenantes, j'ai grand espoir que les Nations Unies accompagneront une accélération du développement au Niger dans les prochaines années.

A lire dans ce numéro

[UNOWAS et la CNMC, 20 ans d'engagement au service de la démocratie, de la paix et de la prévention des conflits](#)

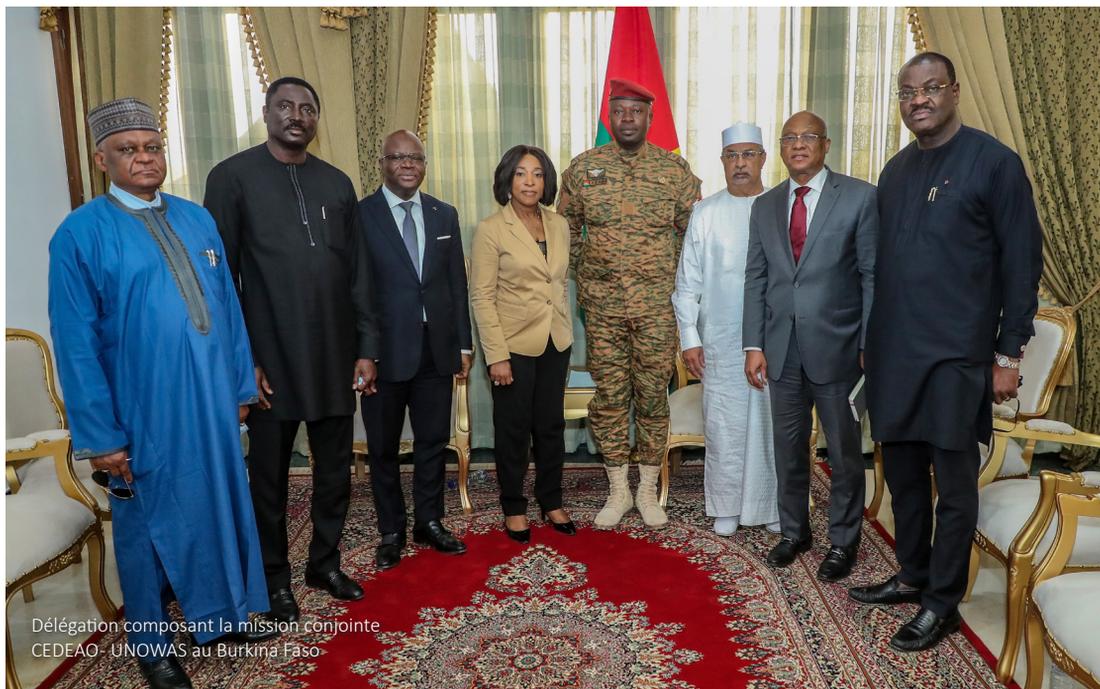
[UNOWAS s'attaque aux effets néfastes du changement climatique sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)

[Quand l'eau devient un luxe pour les populations rurales; une nouvelle ruée vers l'or à Agadez](#)

[UNOWAS et la CEDEAO demandent le retour rapide à l'ordre constitutionnel en Guinée et au Burkina Faso](#)

[UNOWAS et UNOCA renforcent leur collaboration pour mieux soutenir les pays en Afrique de l'Ouest et le Sahel](#)

[Le Forum annuel des femmes pour la paix et la sécurité lance un Appel à l'Action pour une meilleure participation aux instances de décision](#)



UNOWAS et la CEDEAO demandent le retour à l'ordre constitutionnel en Guinée et au Burkina Faso

Suite aux coups d'Etat successifs, UNOWAS et son partenaire régional, la CEDEAO, n'ont cessé de marteler deux exigences : le retour rapide à l'ordre constitutionnel, et la nécessité d'engager une réflexion globale sur l'état de la gouvernance démocratique dans la sous-région.

Au cours des derniers mois, la sous-région Afrique de l'Ouest et Sahel a été le théâtre de coups d'Etat, un moyen d'accès au pouvoir que beaucoup d'observateurs et experts pensaient révolus. Mais les prises de pouvoir par les militaires en Guinée, au Burkina Faso, au Mali, sans oublier la tentative ratée en Guinée-Bissau, soulignent, sans aucun doute, la nécessité de renforcer la gouvernance démocratique. Mais face à la multitude de défis, les pays de la sous-région ont besoin d'un soutien plus fort de la part de la communauté

internationale pour consolider la paix et bâtir des institutions démocratiques qui répondent aux aspirations des populations.

Tout en condamnant les changements de pouvoir par la force, UNOWAS a manifesté son soutien aux efforts de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel à travers l'organisation d'élections libres, transparentes et inclusives. Lors de la Session Extraordinaire de la Conférence des Chefs

d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO sur la situation politique au Burkina Faso, au Mali, et en Guinée, qui s'est tenue à Accra, Ghana, le 03 février dernier, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mahamat Saleh ANNADIF a réitéré le soutien des Nations Unies à la CEDEAO dans ses efforts pour renforcer la gouvernance démocratique : « Nous sommes encouragés par l'engagement du président en exercice de la CEDEAO qui a

souligné la nécessité de réviser le Protocole additionnel de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance, et a évoqué le besoin d'une réflexion globale sur l'état de la gouvernance démocratique dans la sous-région » a-t-il déclaré.

Réponses coordonnées

Au-delà de ces trois situations, la question du respect de la légalité constitutionnelle des institutions démocratiquement installées, et la réalisation des aspirations légitimes des peuples à la paix, la stabilité, et le développement est lancinante. « Il est important de coordonner davantage les efforts de la CEDEAO, l'Union Africaine, et les Nations Unies pour assurer une transition rapide, » a-t-il ajouté.

Dans ce sens, des missions conjointes ont été conduites avec la CEDEAO en Guinée et au Burkina Faso pour rencontrer les nouvelles autorités et faire le point sur la situation dans les pays respectifs. A leurs interlocuteurs, UNOWAS et la CEDEAO ont demandé de fournir dans les plus brefs délais un calendrier raisonnable pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel tel qu'il a été recommandé par la Conférence des chefs d'états et de gouvernements de la CEDEAO.

En effet, malgré les nouvelles dispositions prises par les autorités des transitions, notamment les formations de gouvernements de transitions, celles-ci n'ont toujours pas formulé un chronogramme officiel accepté par la CEDEAO, qui permettrait un retour apaisé à l'ordre constitutionnel.

Rappelant la précarité des périodes de transitions, UNOWAS et la CEDEAO, ont, durant leurs missions, mis en garde les nouvelles autorités militaires contre une éventuelle détérioration de la cohésion sociale et ont recommandé la mise en place de cadres de dialogue avec les différents acteurs sociopolitiques. De son côté, s'adressant au Conseil des Nations Unies par visioconférence le 09 février, le Représentant spécial ANNADIF a informé de la situation en Guinée et au Burkina Faso, et a souligné l'importance d'une réponse coordonnée entre les différents partenaires pour aider ces pays à faire face à cette crise : « Dans la quête de solutions, nous devons tout faire pour éviter que les populations, qui souffrent déjà de la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire, ne soient indûment affectées par la crise politique en cours, » a-t-il déclaré.

Poursuivant ses initiatives de bons offices en appui à la CEDEAO, le Représentant spécial ANNADIF s'est rendu à Accra le 11 avril pour faire une évaluation des développements sous-régionaux avec le Président Akuffo-Addo en sa qualité de Président en exercice de l'institution régionale. Le 12 avril à Ouagadougou, il s'est entretenu avec le Président de la transition, Paul-Henri Sandaogo Damiba, où il a encore une fois rappelé les décisions du dernier sommet de la Conférence des Chefs d'Etats et de gouvernements de la CEDEAO, notamment celles relatives à la libération pleine et sans conditions de l'ancien Président Roch Marc Christian Kaboré, et à l'adoption d'un chronogramme consensuel qui permettrait le re-

tour à l'ordre constitutionnel au Burkina Faso.

Tout en réaffirmant l'engagement de l'UNOWAS à travailler avec la CEDEAO, le Représentant spécial se réjouit des évolutions politiques satisfaisantes dans certains pays, et exhorte tous les acteurs sociopolitiques dans la sous-région à promouvoir le dialogue et la concertation, et à œuvrer ensemble pour faire face de manière décisive aux défis structurels qui sont autant d'obstacles à la consolidation des institutions démocratiques, à la paix et au développement

A lire dans ce numéro

[UNOWAS et la CNMC, 20 ans d'engagement au service de la démocratie, de la paix et de la prévention des conflits](#)

[UNOWAS s'attaque aux effets néfastes du changement climatique sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)

[Quand l'eau devient un luxe pour les populations rurales; une nouvelle ruée vers l'or à Agadez](#)

[Interview - Louise Aubin
Coordonnatrice Résidente et
Coordonnatrice Humanitaire des
Nations Unies pour la République
du Niger](#)

[UNOWAS et UNOCA renforcent leur collaboration pour mieux soutenir les pays en Afrique de l'Ouest et le Sahel](#)

[Le Forum annuel des femmes pour la paix et la sécurité lance un Appel à l'Action pour une meilleure participation aux instances de décision](#)

UNOWAS et UNOCA renforcent leur collaboration

Dans le cadre de la collaboration entre l'UNOCA et l'UNOWAS, le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mahamat Saleh ANNADIF a pris part à la 10ème réunion des entités onusiennes présentes en Afrique centrale les 1rs et 2 février 2022 à Brazzaville.

La proximité géographique de l'Afrique centrale avec l'Afrique de l'Ouest, et la nature des défis qu'elles ont en commun, exigent une collaboration étroite continue entre UNOCA et UNOWAS pour aider les pays des deux sous-régions dans leurs efforts pour consolider la paix et la sécurité. C'est dans ce sens que UNOWAS et UNOCA travaillent ensemble pour la mise en œuvre du mandat des Nations Unies sur les questions de prévention des conflits, des droits de l'homme, de paix et de sécurité dans les deux sous-régions d'Afrique de l'Ouest et centrale.

Faisant écho à son collègue, M. François Lounceny FALL, RSSG et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique centrale, organisateur de cette réunion, M. ANNADIF a déclaré que « cette réunion offre aussi l'occasion de coordonner nos efforts pour mieux soutenir nos deux sous-régions, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'ouest. Cette approche est essentielle, y compris en ce qui concerne le renforcement de la coopération interrégionale. »



la prévention des conflits est un investissement essentiel pour chacun des pays de la région et que nous devons tous encourager et sur lequel nous devons tous investir

Cette rencontre qui était un cadre d'échange sur la paix et la sécurité en Afrique centrale, a également réuni les Représentants spéciaux Bintou KEITA et Mankeur NDIAYE, respectivement Représentants spéciaux en République Démocratique du Congo et en Centrafrique. Elle a aussi vu la participation de l'envoyé spécial pour les Grands Lacs et les Coordonnateurs Résidents du Système des Nations Unies en Angola, au Cameroun, Tchad, Congo, Gabon et Rwanda,

ainsi que les Directeurs des Bureaux régionaux des droits de l'homme, et de l'UNESCO.

De son côté, M. FALL a évoqué l'importance de la mutualisation des efforts face à des défis communs. Il s'agit, d'après lui, « d'aller plus loin dans l'identification de mesures concrètes propices à renforcer la résilience des Etats (...) face aux menaces sécuritaires, y compris celles qui, à l'instar du changement climatique et de l'extrémisme violent, continuent de causer de nombreuses victimes, d'entraîner des déplacements massifs des populations et, à terme, d'affecter la stabilité des États »

La 10ème réunion a abordé la question de la gouvernance et de la prévention des crises électorales. M. ANNADIF a, à cet effet, analysé les défis auxquels la région de l'Afrique de l'Ouest est confrontée et les causes profondes politiques, sociales et institutionnelles sous-jacentes. Il a également insisté sur les leçons à tirer des expériences en Afrique de l'Ouest qui pourraient être utiles en Afrique centrale.



Les RSG ANNADIF et FALL lors de la 10ème réunion des entités onusiennes présentes en Afrique centrale

Sujets cruciaux

Les menaces multidimensionnelles à la sécurité, notamment dans le bassin du lac Tchad, ainsi qu'à l'est de la RDC, y compris les menaces transfrontalières à la paix et à la sécurité telles que la sécurité maritime, les conflits entre agriculteurs et éleveurs et les défis liés à la sécurité climatique, sont autant de sujets cruciaux qui ont été discutés pendant ces deux jours de rencontre.

A ce propos, la Chef de la MONUSCO, Mme KEITA a souligné que « la consolidation démocratique est sans aucun doute l'une des clefs de la stabilisation durable de l'Afrique centrale, car elle doit permettre de sortir des logiques du « gagnant qui prend tout » à celle de l'équilibre des pouvoirs, de la redevabilité des dirigeants et

du partage équilibré et transparents des investissements et des revenus, qui permet de reconstruire l'Etat et mène à son tour à la consolidation de la stabilité régionale. »

A l'issue de la réunion, les participants ont développé un cadre régional de prévention des conflits. Et Mme KEITA de dire que « la prévention des conflits est un investissement essentiel pour chacun des pays de la région et que nous devons tous encourager et sur lequel nous devons tous investir. » Ce cadre régional de prévention des conflits servira de feuille de route pour des engagements de prévention cohérents et intégrés par l'ONU en Afrique centrale.

A lire dans ce numéro

[UNOWAS et la CNMC, 20 ans d'engagement au service de la démocratie, de la paix et de la prévention des conflits](#)

[UNOWAS s'attaque aux effets néfastes du changement climatique sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)

[Quand l'eau devient un luxe pour les populations rurales; une nouvelle ruée vers l'or à Agadez](#)

[Interview - Louise Aubin
Coordonnatrice Résidente et
Coordonnatrice Humanitaire des
Nations Unies pour la République
du Niger](#)

[UNOWAS et la CEDEAO
demandent le retour rapide à
l'ordre constitutionnel en Guinée
et au Burkina Faso](#)

[Le Forum annuel des femmes
pour la paix et la sécurité lance
un Appel à l'Action pour une
meilleure participation aux
instances de décision](#)

Le Forum annuel des femmes pour la paix et la sécurité lance un Appel à l'Action pour une meilleure participation aux instances de décision

Nouakchott, la capitale de la République Islamique de Mauritanie a abrité les 14 et 15 mars 2022, la première édition du Forum annuel des femmes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Les participants ont lancé l'Appel de Nouakchott pour une participation effective et citoyenne des femmes à la prise de décision.



Panel lors Forum annuel des femmes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, Nouakchott, Mauritanie.

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, les femmes représentent plus de 50 % de la population totale et constituent une masse électorale importante ainsi qu'un réservoir de compétences aptes non seulement à participer mais aussi à diriger les instances de prise de décision. Cependant, elles sont sous-représentées dans beaucoup de domaines d'activité, et pei-

nent à accéder à des positions de leadership dans la sphère publique et politique.

« La participation effective des femmes aux instances de prise de décision est vitale pour atteindre les objectifs de développement durable ». C'est sur cette affirmation que Mme Giovane Biha, Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire

Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel a ouvert la première édition du Forum annuel des femmes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel sous le thème « Femmes et participation aux instances de prise de décision : bâtir une action stratégique productrice de résultats et d'impact durables ».



Participants au Forum annuel des femmes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Nouakchott, Mauritanie.



La participation effective des femmes aux instances de prise de décision est vitale pour atteindre les objectifs de développement durable

Sous représentées

Selon le rapport 2020 du Forum économique mondial sur l'écart entre les sexes, l'autonomisation politique est le domaine dans lequel les femmes sont largement sous-représentées. Même si l'indice d'autonomisation politique des femmes est faible au niveau mondial, pris dans son ensemble

ou individuellement, les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel s'affichent dans les échelons les plus bas des classements de cet indice. En dehors du Sénégal, qui se distingue au niveau mondial en occupant la 32ème place sur 153 pays, les autres pays se classent comme suit : Bénin 134e, Burkina Faso 127e, Cabo Verde 89e, Côte d'Ivoire 131e, Gambie 137e, Ghana 107e, Guinée 108e, Liberia 63e, Mali 84e, Mauritanie 72e, Nigeria 146e, Sierra Leone 121e, Togo 116e. Une seule femme est devenue chef d'État (Liberia), une Vice-Présidente (Gambie), deux sont devenues Premier ministre (Sénégal et plus récemment Togo en 2020) et un nombre limité de femmes élues Cheffe du Parlement -à l'instar de la Gambie, du Liberia et du Togo-

En prenant compte de ce contexte, le Bureau des Nations Unies

pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ont initié, en 2021, le Forum annuel des femmes pour la paix et sécurité, avec l'objectif de mobiliser des associations et des réseaux de femmes en Afrique de l'Ouest et au Sahel afin de renforcer leurs partenariats dans le plaidoyer pour une meilleure implication des femmes aux sphères de prise de décision. Ce forum vise également à favoriser les échanges entre les principales parties prenantes et à identifier les domaines critiques pour les interventions dans les politiques et les pratiques au niveau local, national et régional.

En présence de M. Sadfy Sidi Mohamed, Secrétaire Général du ministère de l'action sociale, de l'enfance et de la famille de la Mauritanie, représentant Mme la Ministre Aha Mint Haroune



Participantes en atelier lors Forum annuel des femmes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Nouakchott, Mauritanie.

Ould Cheikh Sidiy, cette première édition du Forum des femmes a vu la participation d'une centaine de femmes et d'hommes venus de dix-sept pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, ainsi que des représentants du système des Nations Unies et du gouvernement mauritanien.

Concertation régionale

Cette concertation régionale permettra « de définir les meilleures stratégies pour que l'homme et la femme, à part égale, contribuent à l'éradication des grands maux qui retardent les élans de développement et la stabilité de la sous-région », a ajouté Mme Biha dans son allocution d'ouverture.

Pendant deux jours, les participants ont fait l'état des lieux du rôle joué par les femmes dans les instances de prise de décision, au sein des forces de défense et de sécurité, dans la prévention et la gestion des conflits, dans les processus de négociation, médiation et de paix, dans

la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, ainsi que dans les secteurs privé et judiciaire.

Conscients de l'enjeu et déterminés à faire valoir la nécessité d'impliquer les femmes dans les diverses instances de décision, les participants ont lancé au terme des travaux du forum, l'Appel de Nouakchott pour la participation effective et citoyenne des femmes à la prise de décision. Cet appel contient une série de recommandations, formulées à l'attention des autorités des pays, des organisations régionales et des partenaires de la sous-région.

UNOWAS, en coordination avec ses partenaires, notamment la CEDEAO, apportera son soutien pour la mise en œuvre des recommandations de l'Appel de Nouakchott, et restera engagé pour promouvoir la participation des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décisions.

A lire dans ce numéro

[UNOWAS et la CNMC, 20 ans d'engagement au service de la démocratie, de la paix et de la prévention des conflits](#)

[UNOWAS s'attaque aux effets néfastes du changement climatique sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)

[Quand l'eau devient un luxe pour les populations rurales; une nouvelle ruée vers l'or à Agadez](#)

[Interview - Louise Aubin
Coordonnatrice Résidente et
Coordonnatrice Humanitaire des
Nations Unies pour la République
du Niger](#)

[UNOWAS et la CEDEAO
demandent le retour rapide à
l'ordre constitutionnel en Guinée
et au Burkina Faso](#)

[UNOWAS et UNOCA renforcent
leur collaboration pour mieux
soutenir les pays en Afrique de
l'Ouest et le Sahel](#)



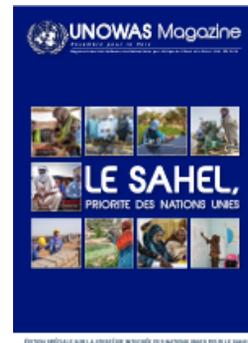
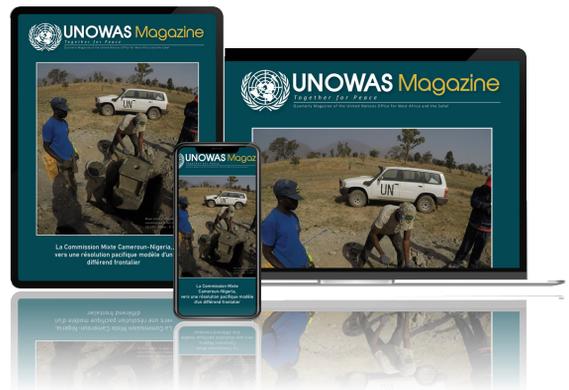
UNOWAS Magazine

Ensemble pour la Paix

Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

UNOWAS Magazine vous informe sur les activités d'UNOWAS / CMCN et ses efforts pour la consolidation de la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Pour plus d'informations sur le magazine et sur UNOWAS, visitez notre site web: www.unowas.unmissions.org ou écrivez à: unowascpio@un.org





UNOWAS/CNMC 20 **ANS**
YEARS



*20 ans d'engagement au service de la
démocratie, de la paix et de la prévention
des conflits*

